Extract of UJFP

http://www.ujfp.org/spip.php?article3341

Affrontements rue de la Roquette : un piège qui a permis de ne pas parler de Gaza

comprendre - Analyses, opinions & débats -

Publication date: mercredi 16 juillet 2014

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Dimanche à Paris, en marge d'une manifestation de soutien au peuple palestinien, des heurts ont éclaté entre militants pro-israéliens et pro-palestiniens. Que s'est-il vraiment passé ? Pour Michèle Sibony, membre de l'Union juive française pour la paix et de l'agence média Palestine, il n'a pas été rendu compte fidèlement de la réalité.

Commençons par ce qu'il faut dire, et ce qui devrait intéresser tout citoyen comptant sur ses médias pour être correctement informé : la "guerre" de Gaza comme elle est appelée n'est pas une guerre, c'est en réalité l'opération d'éradication du Hamas lancée par le gouvernement israélien à partir de l'enlèvement des trois colons qui a servi de prétexte, mais surtout annoncée dès la constitution d'un gouvernement d'union nationale soutenu par les États-Unis et l'Union européenne.

Depuis une semaine l'opération militaire "bordure de protection" a déjà fait plus de 200 cents morts, des civils hommes femmes et enfants pour l'essentiel, piégés sur un territoire minuscule, avec la plus haute densité de population du monde. Des centaines de blessés, des écoles des mosquées, des hôpitaux attaqués, tout cela lors de frappes dites chirurgicales. "L'Humanité" a informé du risque d'utilisation par l'armée israélienne d'une arme particulièrement redoutable : le dîme.

Une connivence médiatico-politique

Tout cela au moment du sinistre anniversaire de sept ans de siège et d'un blocus illégal aux yeux de toute la communauté internationale privant toute cette population de l'essentiel.

Au sens strict et précis de toutes les normes du droit international, il s'agit-là de crimes de guerre tels que définis par l'article 8 du statut la CPI.

Pardon de ce qui semblerait être une digression, mais qui dit cela en France ? Quel média rappelle ne serait-ce qu'une fois le contexte d'occupation et de colonisation qui enferme le peuple palestinien tout entier ? Qui rappelle que la résistance d'un peuple occupé est un droit ?

Nous avons assisté depuis le début de cette offensive à une présentation totalement univoque, en adéquation parfaite avec la position de notre propre gouvernement, elle même calquée sur la version israélienne des événements : Israël est attaqué par des roquettes et a le droit de se protéger par tous les moyens. Disons, pour rester pudiques, que les chiffres des victimes dans les deux camps parlent d'eux même du rapport de forces en jeu.

Il nous faut, pour pouvoir être clairs, commencer par dénoncer cette connivence médiatico-politique avec Israël, l'ambassade d'Israël en France et les soi-disant représentants de la communauté juive, le CRIF.

Les manifestants pro-palestiniens sont tombés dans un piège

La manifestation à Paris du 13 juillet était la première grande manifestation nationale de soutien à la Palestine. Quelques jours avant la manifestation dont le parcours était connu, Barbès-Bastille, les sites de plusieurs groupes juifs d'extrême droite appelaient à un rassemblement de soutien à Israël devant la synagogue de la rue de la Roquette, qui devait servir de bastion et de clé de voûte à l'opération de par sa proximité de la fin du parcours : on

Copyright © UJFP

peut voir ces appels et cette préparation ici

Le président du consistoire central, Joël Mergui, a affirmé lui à l'AFP que "plusieurs dizaines de manifestants" s'étaient "délibérément" rendus devant la synagogue de la Roquette, non loin de la Bastille, "pour agresser verbalement et physiquement des juifs" réunis dimanche après-midi "pour prier pour la situation en Israël et pour la paix" (sic).

Les provocateurs - tous les témoins et les vidéos le montrent - ont été protégés et aidés par la police, ils ont entraîné à coups d'insultes et de fumigènes un petit groupe de manifestants excédés vers la synagogue.

Attirés devant la synagogue, les jeunes manifestants sont tombés dans le piège qui a permis :

1- De ne pas parler de Gaza, et de ce qui s'y joue

2- De ne pas parler de la solidarité française avec la Palestine,

3- De transformer la grave question des crimes commis en ce moment à Gaza, en une opération antisémite méritant sanction, et

4- La sanction est sortie du tiroir où elle était prête : volonté d'interdiction des manifestations de soutien à la Palestine.

Il y a d'autres questions à se poser

Le manque de clarté de la plupart des médias français, tombés dans le même piège, sans doute parce qu'ils n'avaient même pas pris la peine de "couvrir" la manifestation, et qui ont décidé comme on le leur avait soufflé qu'en l'occurrence le seul événement c'était des "heurts antisémites", a largement contribué à la réussite de cette opération.

L'un d'eux s'est-il interrogé sur le sens d'un rassemblement destiné à soutenir Israël devant et dans une synagogue ? L'un d'eux a-t-il mentionné que la grande synagogue de la Victoire recevait il y a un mois un général de l'armée israélienne, qu'elle présentait à ses ouailles pour parler du service militaire en Israël ?

Il y a ceux qui parlent, repris par le ministre Valls, d'importation du conflit. En réalité, il nous semble qu'on peut se poser la question d'une stratégie concertée, entre le CRIF et l'ambassade d'Israël, qui se résume en quelques phrases simples, mais redoutables : sachant qu'il n'est à l'évidence pas possible de gagner la bataille de la popularité, il s'agit de faire à tout prix diversion et forcer le silence.

L'antisémitisme est alors tragiquement utilisé quand il existe, comme dans le cas de l'affaire Merah à Toulouse, pour imposer le renforcement des liens avec Israël, et quand il n'existe pas il faut le fabriquer parce qu'il est la meilleure arme, la seule dont on dispose et qui marche à tous les coups pour faire taire sur les crimes en cours à Gaza.

Qui trouble l'ordre public ? De quel ordre s'agit-il ? Ce sont là les questions que chacun devrait se poser.

Copyright © UJFP